

Colmar, le 5 février 2004

RAPPORT de L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
Autorisation d'exploiter une scierie industrielle
Société SCIERIE HAAS EURL à 68126 BENNWIHR GARE

1 - PETITIONNAIRE

Dénomination : SCIERIE HAAS EURL
Siège social : 5 rue du château - 68126 BENNWIHR GARE
Etablissement concerné : 5 rue du château - 68126 BENNWIHR GARE
Demandeur : M. HAAS Daniel – Gérant

2 – OBJET DE LA DEMANDE

La scierie est exploitée par Mr DANIEL HAAS depuis 1983, date à laquelle il reprenait la SOCIETE BOISDAL SA, en faillite. Les activités de traitement des bois et de travail mécanique du bois sont soumises à autorisation. La présente demande d'autorisation, déposée le 29 juillet 2002 est une demande de régularisation de la situation administrative de l'établissement.. La Scierie emploie actuellement 9 personnes.

La recevabilité a été prononcée le 7 août 2002. Le tableau ci-après reprend l'ensemble des activités de l'exploitant :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
2415.1	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1000 litres.	10 000 litres de solution utilisée dans un bac d'une capacité maximale de 22 000 litres.	A
2410.1	Atelier où l'on travaille le bois, la puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW	Puissance installée = 294,5 kW	A

1530.1	Dépôt de bois, la quantité stockée étant supérieure à 1000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³	Quantité maximale = 1 700 m ³	D
1180/1	Utilisation de matériels imprégnés de polychlorobiphényles ou polychloroterphényles contenant plus de 30 litres de produit	Transformateur électrique contenant 984 litres de polychlorobiphényles.	D

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration

3 – ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral n°02-2985, l'enquête publique a été ouverte du 7 octobre au 14 novembre 2002.

Le rayon d'affichage est de 3 km et les communes concernées sont les suivantes:

Ammerschwihr, Bennwihr, Colmar, Houssen, Ingersheim, Mittelwihr, Ostheim et Sigolsheim..

Les affichages réglementaires et informations légales du public ont été faites.

Aucune observation n'a été consignée au registre lors de l'enquête publique.

Avis du Commissaire Enquêteur du 28 novembre 2002

Le commissaire enquêteur,

- émet un avis favorable à la demande de régularisation administrative en vue de poursuivre et d'étendre l'exploitation des activités de sciage, de stockage et de traitement des bois ;
- formule les recommandations suivantes:
 - mise en place d'une seconde paroi (phonique) sur la façade EST du bâtiment scierie,
 - implantation d'un piézomètre pour le contrôle de la qualité de la nappe phréatique,
 - réalisation de cuvettes de rétention pour la cuve de gazole et les huiles usagées,
 - protection du bâtiment scierie et du transformateur électrique contre la foudre.

Avis de l'inspecteur des installations classées :

Un bardage complémentaire en bois a été installé sur une partie de la façade EST, un bardage complet sur toute la façade ne permettant pas le dégagement du bois scié ; les émissions sonores après travaux ont été mesurées par l'APAVE et consignées dans un rapport du 20 novembre 2003. Les valeurs d'émergence aux points de mesures situés rue du château sont de 4 dBA, soit 1 dBA inférieur à la valeur réglementaire limite de jour fixée à 5 dBA.. Ces émissions ont été mesurées alors que la rabotterie ne fonctionne pas ; le projet d'arrêté (article 12) prévoit que la remise en service de cette installation est subordonnée à des travaux d'insonorisation et un contrôle préalable de la situation acoustique.

L'implantation d'un piézomètre en aval direct du bac de traitement actuel été réalisée. Une analyse effectuée le 11 novembre 2003 ne met pas en évidence la présence des polluants (perméthrine et propiconazole) typiques du produit de traitement utilisé. Cependant le protocole de prélèvement n'est pas précisé ; de nouvelles analyses devront confirmer l'état de la nappe souterraine. La fréquence des analyses de nappe est fixée à six mois pour l'année 2005, puis est annuelle.

L'exploitant a mis en place des dispositifs de rétention pour la cuve de gazole et les huiles usagées en octobre 2002 ; des justificatifs pour ces dispositifs ont été communiqués à L'inspection des I.C. en date du 21 janvier 2004.

La mise en conformité des bâtiments par rapport au risque d'incendie provoqué par la foudre a été réalisée. L'exploitant a communiqué à l'inspection en date du 21 janvier 2004 une attestation de conformité établie par l'entreprise ayant réalisé les travaux..

4 – AVIS DES MUNICIPALITES

Les municipalités d'**Ammerschwihr, Bennwihr, Colmar, Houssen, Ingersheim et Ostheim** ont émis des avis favorables et/ou n'ont pas d'observations à formuler sur la demande.

Les municipalités de **Mittelwihr et Sigolsheim** n'ont pas émis d'avis.

5 – AVIS DES SERVICES

5.1 - Avis de la Mission Inter-services de l'Eau (MISE) et de la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)

Dans son courrier du 13 novembre 2002, la MISE reprend les observations émises par la DIREN dans son avis du 30 octobre :

- Toutes les eaux pluviales doivent de préférence être rejetées dans un émissaire de surface (canal en limite nord du site) après traitement pour séparation des hydrocarbures et des matières en suspension, plutôt que rejetées en nappe. Les ouvrages de traitement doivent respecter les normes de rejet réglementaires, être régulièrement entretenus, ces opérations d'entretien étant consignées dans un registre.
- Un disconnecteur doit séparer le circuit d'alimentation du bac de traitement des bois du réseau d'eau potable,
- Une cuvette de rétention est obligatoire pour tout stockage de produits inflammables ou toxiques pour l'environnement,
- L'étude hydrogéologique tient pas compte de l'ancienne installation de traitement des bois.

Avis de l'inspecteur des installations classées :

L'aire de stationnement de véhicules à l'entrée du site sera raccordée à un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux pluviales de toiture des bâtiments existants et des voies de circulation demeurent infiltrées en nappe ; le nombre de véhicules y circulant est cependant très faible. La présence inévitable de déchets de bois de débardage ou d'écorces fait préférer le réseau de fossés existant; il draine les eaux pluviales au nord du site vers le canal relié à la FECHT.

L'alimentation du bac de traitement des bois se fait par de l'eau pluviale recueillie en toiture ; le réseau d'alimentation en eau potable n'est pas situé à proximité des installations de traitement et ne peut pas l'alimenter directement par conception.

Les dispositifs de rétention pour la cuve de gazole et les huiles usagées sont réglementés à l'article 9 du projet d'arrêté et sont en place.

L'étude hydrogéologique initiale a été complétée par un diagnostic de pollution des terres à l'emplacement des anciennes cuves de traitement. Le diagnostic conclut à la présence de fluorures au delà de valeurs de constat d'impact habituellement reconnues. Les terres polluées ont été excavées et sont actuellement entreposées sur une aire bétonnée et couverte dans un bâtiment inutilisé, en attente de leur élimination. La surveillance de la nappe en aval de l'installation actuelle est prescrite à l'article 9 du projet d'arrêté ; un bilan des travaux de dépollution est prescrit à l'article 10 du projet d'arrêté. Le bilan de dépollution des terres imprégnées de fluorures issues de l'ancienne

station de traitement doit permettre de dispenser l'exploitant de la mise en place d'un troisième piézomètre.

5.2 - Avis de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse

Dans son courrier du 9 septembre 2002, l'Agence de l'Eau émet les observations suivantes :

- Deux piézomètres doivent être prévus, l'un à l'aval immédiat de l'aire de traitement des bois, l'autre à l'aval du site,
- Le perméthrine, matière active du produit de traitement, doit être spécifiquement recherchée,
- Le confinement des eaux d'extinction d'incendie au droit de la zone de stockage des bois traités doit être envisagé.

Avis de l'inspecteur des installations classées :

L'implantation d'un piézomètre est prescrite et réalisée et le puits agricole est opérationnel ; les premières analyses ne comportent pas de traces de perméthrine ni propiconazole.

Les dispositifs de rétention pour la cuve de gazole et les huiles usagées sont réglementés à l'article 9 du projet d'arrêté et sont en place.

Les bois traités sont stockés exclusivement sur une aire étanche et sous abri, dans le bâtiment situé à l'entrée ouest de la Scierie, en dehors de la zone inondable en partie nord du terrain. Un couvercle métallique basculant est prescrit pour éviter tout mélange de la solution de traitement avec les éventuelles eaux d'extinction d'un incendie.

5.3 - Avis du Service Départemental Incendie Secours (SDIS)

Dans son courrier du 25 novembre 2002 le SDIS émet les observations suivantes :

- Les bâtiments scierie et de stockage doivent être accessibles sur au moins trois façades par une voie-échelle,
- Le débit d'eau disponible doit être de 150 m³/heure pendant deux heures ; ce débit peut être obtenu par les deux poteaux existants, à condition de garantir la disponibilité des 120 m³/heure pendant deux heures, et une réserve de 60 m³ pérenne, accessible et hors-gel.

Avis de l'inspecteur des installations classées :

Par courrier du 16 janvier 2004, le SDIS indiquait à l'exploitant que, après reconnaissance sur place, le site est pleinement accessible aux engins de secours, la voie bitumée faisant le tour des bâtiments ayant les caractéristiques suffisantes pour répondre aux exigences de "voie engin".

Le débit d'eau minimal disponible fait l'objet d'une prescription dans le projet d'arrêté ci-joint (article 16) ; les poteaux d'incendie normalisés sont en place et le gestionnaire du réseau d'alimentation (Maire de BENNWIHR) s'est engagé sur un débit minimal garanti de 276 m³/h.

5.4 - Autres avis:

- Le SIDPC a émis un avis favorable,
- La DDASS a émis un avis favorable,
- La DDE a émis un avis favorable,
- L'INAO a émis un avis favorable,
- Les autres services consultés n'ont pas émis d'avis.

6. - AVIS TECHNIQUE DE LA D.R.I.R.E

Process de fabrication :

Cette scierie est spécialisée dans le sciage de gros bois résineux, essentiellement pour les charpentes. Des planches sont sciées à partir des déchets des gros bois. Les grumes sur parc sont placées sur l'écorceuse par une grue à grappin sur rail et tronçonnées. La scie principale est de 110 kW ; la scie de reprise est de 60 kW. Déligneuse et raboteuse complètent le parc des machines. Les machines fixes d'usinage des bois secs sont reliées à un système d'aspiration des poussières ; un cyclone équipe le conduit d'évacuation de l'atelier de débitage.

Du point de vue de la protection de l'environnement :

▪ EAUX

Les rejets d'eaux sanitaires sont dirigés vers le réseau de la STEP de COLMAR

Les eaux de toiture sont infiltrées directement dans le sol.

Les eaux des voies de circulation bitumées et les zones de stockage de bois brut non traités sont drainées par les fossés du site vers le nord ; ces fossés sont raccordés à un canal relié à la FECHT.

Le process utilise de l'eau de pluie pour la réalimentation du bac de traitement.

Le traitement par imprégnation est réalisé dans une cuve métallique placée dans une seconde cuve faisant rétention ; un détecteur de fuite est relié à une alarme sonore et visuelle. L'ensemble est placé sur une dalle bétonnée étanche comportant un muret maçonné. Un auvent abrite l'installation. Le bac de traitement sera équipé d'un couvercle métallique empêchant la pénétration d'eaux d'extinction en cas d'incendie.

L'égouttage des bois se fait au dessus du bac de traitement. Les éventuelles égouttures seront recueillies périodiquement au point bas de la fosse et recyclées dans le bac de traitement. Les déchets solides ou les boues seront confiées à une entreprise agréée pour être incinérés dans une installation autorisée. Le bâtiment destiné au stockage des bois traités possède un sol sain et sec (constat de l'inspection des installations classées du 10/04/2003) ; il est couvert, fermé à clef et situé en dehors de la zone inondable.

▪ AIR

Les dégagements de poussières sont minimes pour la partie bois humide, filtrés par cyclonage pour la partie menuiserie. Les poussières sont stockées dans deux silos. Des mesures de concentration en poussières réalisées le 4 mars 2002 sur l'un des deux cyclones sont conformes à la réglementation ; le flux émis représente moins de 15g/h.

▪ DECHETS

Les sciures et copeaux récupérés au pied des machines sont récupérées pour être revalorisés. Il en va de même pour les écorces et pour les poussières issues du système d'aspiration centralisé et stockées en silo.

▪ BRUITS

En ce qui concerne le bruit, la campagne de mesures jointe au dossier avait montré que les valeurs d'émergence sont dépassées aux points de mesure n°2 (SUD) et n°3 (EST). L'exploitant a mis en place un bardage isolant sur une partie de la façade EST du bâtiment scierie ; il a prévu un complément d'isolation phonique par un bardage amovible permettant de conserver un accès à la scie pour les gros bois. Les émissions sonores après travaux ont été mesurées et consignées dans un rapport du 20 novembre 2003. Les valeurs d'émergence aux points de mesures situés rue du château sont de 4 dBA, soit 1 dBA inférieur à la valeur réglementaire limite de jour fixée à 5 dBA. Toutefois, la rabotterie ne fonctionnait pas lors des mesures ; son redémarrage est par conséquent soumis à un bilan sonore.

Du point de vue de la sécurité :

Le risque principal est l'incendie. Les moyens de lutte en place sont conformes aux préconisations du SDIS du point de vue de l'accessibilité aux engins de secours et du débit d'eau minimal disponible. La conformité des installations électriques a été vérifiée par un organisme habilité. La protection contre le risque foudre est satisfaisante.

7. - CONCLUSION

L'inspection des Installations Classées rappelle en préalable les différents actes administratifs qu'elle a proposé.

Un premier dossier de demande d'autorisation a été déposé le 30 mars 2001.

L'insuffisance d'étude d'impact, n'a pas permis de mettre le dossier à l'enquête.

La demande partiellement complétée sur le fond et jugée complète en la forme a été déposée le 29 juillet 2002. L'exploitant a été informé que la recevabilité du dossier ne préjugait pas de la décision d'autorisation.

Les différents points soulevés lors de l'enquête ont été communiqués à l'exploitant dès la fin de celle-ci.

Une visite d'inspection du 1^{er} avril 2003 a mis en évidence que la plupart de ces points n'ont pas fait l'objet d'une action par l'exploitant. Ce constat a été communiqué à l'exploitant lors de la visite et rappelé par lettre du Préfet du 4 août 2003.

Lors d'une seconde visite d'inspection le 10 septembre 2003, il a pu être constaté que la quasi totalité des points soulevés lors de l'enquête et relevés lors de la visite d'inspection du 1^{er} avril n'ont pas fait l'objet de suites de la part de l'exploitant.

- aucune nouvelle mesure de bruit suite aux travaux d'insonorisation n'a été réalisée,
- aucune suite n'a été donnée aux observations de l'organisme de contrôle des installations de protection contre la foudre,
- les dispositifs de rétention n'ont pas été mis en place pour les fûts d'huile des machines de l'atelier,
- la puissance du compresseur situé au milieu des ateliers n'a pas été communiquée; son implantation accroissant le risque d'incendie, aucune ébauche de mise en conformité n'a été présentée à l'inspection,
- la garantie du débit simultané d'eau d'extinction n'a pas été apportée,
- la configuration des voies d'accès aux engins de secours n'a pas été validée,
- aucune démarche n'a été engagée pour traiter les terres polluées par l'ancien bac de traitement,
- le dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines n'est pas réalisé

En conséquence de quoi, l'inspection des Installations Classées a proposé de refuser l'autorisation à l'avis du C.D.H. du mois d'octobre 2003. Le Conseil a accordé un délai supplémentaire à M. HAAS.

L'exploitant a informé l'inspection des Installations Classées des actions réalisées par lettres des 15 décembre 2003 et 21 janvier 2004.

Compte tenu des derniers justificatifs communiqués le 21 janvier 2004 par M. Daniel HAAS, et de son engagement à traiter les terres polluées de l'ancienne station de traitement des bois, il est proposé au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société SCIERIE HAAS EURL pour l'exploitation d'une scierie, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

L'Inspecteur des Installations Classées

Vu et transmis

Pr. Le Directeur Régional de l'Industrie, de la
Recherche et de l'Environnement
Le Chef du Groupe de Subdivisions du Haut-Rhin

